

Marcel-Paul RUDLOFF

*Directeur du Centre
d'Etudes Economiques
de la Faculté de Droit
et des Sciences Economiques
de Madagascar*

**LA RENCONTRE
A IBADAN
DES DIRECTEURS
DE CENTRES AFRICAINS
DE RECHERCHE
ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**

Sur l'initiative du « Nigerian Institute of Social and Economic Research » (N.I.S.E.R.) et de son directeur le Docteur ONITIRI, une conférence a été organisée du 31 janvier au 3 février 1967 qui a réuni à Ibadan les directeurs de nombreux Centres de Recherche économique et sociale installés en Afrique Noire.

Un représentant de la Commission Economique pour l'Afrique, M. APEADU, chef du département économique de la C.E.A. et un observateur de l'O.C.D.E., M. A. KHER, avaient également accepté de participer à cette rencontre.

Les débats, qui eurent lieu dans le cadre très agréable quoique austère (mais l'austérité est une vertu) du Campus Universitaire d'Ibadan, tournaient autour des 4 thèmes généraux suivants :

- 1) Comment s'effectue actuellement la Recherche économique et sociale en Afrique ?
- 2) Vers quels thèmes essentiels orienter la recherche dans les années à venir ?
- 3) Comment organiser et structurer la Recherche économique et sociale en Afrique ?
- 4) Comment centraliser et comment redistribuer une documentation aussi complète que possible relative aux travaux effectués et aux recherches en cours sur des thèmes économiques et sociaux africains ?

Des échanges de vue et des confrontations de programmes et de méthodes, l'on peut retenir les conclusions suivantes :

1°) Les Centres de Recherche, pour le moment du moins, accordent, dans leurs projets, la priorité aux recherches nationales et non aux problèmes interafricains et aux questions économiques internationales. Ceci étant, les thèmes faisant le plus généralement l'objet d'études sont les suivants : analyse des structures socio-économiques, de la main-d'œuvre, de l'industrialisation, des expériences de développement rural, de la planification en milieu agricole, de l'évolution des échanges extérieurs, de la politique monétaire nationale, et de l'éducation générale et professionnelle.

Il est remarquable de noter que les Centres africains anglophones disposent de moyens financiers et d'effectifs de chercheurs dont n'osent même pas rêver les très rares Centres francophones existants. Une disparité grave se manifeste déjà qui ne tardera pas à s'aggraver dans l'avenir immédiat au détriment à la fois de l'enseignement et de la recherche menée par les pays africains francophones.

Ces derniers ont tout intérêt, dès maintenant, à élaborer en commun avec les pays africains anglophones des programmes de recherche en commun et de participer aux conférences scientifiques, non par l'intermédiaire de fonctionnaires incultes ou blasés, mais par celle d'économistes compétents et acquis au développement. Dans les pays africains francophones, la recherche économique est à inventer.

2°) Un certain nombre de thèmes ont été proposés, qui méritent de retenir l'attention des chercheurs en science économique et sociale. Ces thèmes répondent par ailleurs fort souvent, au niveau de l'information, à des priorités établies par les gouvernements. J'en cite les principaux : analyse des transports, problème du financement par secteur, les processus de compensation interafricains, analyse de l'épargne nationale, étude de la structure et de l'évolution démographique et des incidences possibles sur l'organisation familiale, sociale et politique du pays, analyse des obstacles juridiques, sociaux et politiques au développement régional et national, étude de la santé publique et de ses rapports avec l'économie, analyse des méthodes possibles de contrôle des échanges et des taux de change susceptibles d'accélérer le développement, analyse des intérêts africains dans le débat sur la réforme du système monétaire international, le problème de la stabilisation des cours mondiaux et de la réorganisation des marchés internationaux, l'ouverture des marchés européens aux produits africains, etc.

Je voudrais insister avec force sur la demande faite par le D^r ONITIRI et le D^r WEST de la TUFTS University (Massachussets), coresponsable de la Conférence d'Ibadan, relative à la préparation, dès maintenant, de la prochaine Conférence Mondiale sur le Commerce et le Développement. Le D^r ONITIRI, conseiller pour l'Afrique Noire auprès du D^r PREBISCH, secrétaire général de la Conférence Mondiale, a souligné

au cours de ses interventions qu'il est indispensable que les Africains aboutissent le plus rapidement possible à une doctrine et à une stratégie commune et efficace.

3°) Le problème de la structuration, au niveau d'institutions durables, de la recherche économique et sociale en Afrique a trouvé la solution suivante : deux institutions permanentes ont été créées par les directeurs des Centres réunis à Ibadan :

- il a été décidé qu'une Conférence générale réunirait tous les directeurs des Centres de Recherche une fois toutes les deux années. Cette conférence, souveraine pour ses décisions, est compétente pour l'ensemble des problèmes qui se posent à la recherche en Afrique. Elle délègue certains de ses pouvoirs à un Comité directeur.
- un Comité directeur a été créé qui se réunirait une fois par année, le cas échéant plus fréquemment si le président de ce Comité en constate la nécessité. Ce Comité permanent prépare l'ordre du jour de l'Assemblée, assure la communication entre Centres africains de Recherche, fournit les informations disponibles, active la coopération et la communication entre Centres et Institutions internationales telles que la C.E.A. et l'O.C.D.E. par exemple.

Sur demande de la Conférence, le D^r ONITIRI a accepté la présidence du Comité directeur. Figurent également dans ce Comité, les directeurs des Centres de Recherches de Dar-es-Salam, de Madagascar, de Karthoum, de l'Université de Zambie, de Lovanium (Congo-Kinshasa) et de Dakar (I.S.E.A.) Il est prévu un certain roulement permettant aux divers Instituts d'être représentés dans le comité directeur.

4°) Les problèmes de la centralisation et de la rediffusion de la documentation ont été discutés à plusieurs niveaux. J'en retiens les deux principaux :

— La collaboration avec des Centres de documentation existants ; la Conférence, ainsi, a été informée des travaux documentaires et des publications importantes réalisés par le Centre d'Analyse et de Recherche documentaires pour l'Afrique Noire, C.A.R.D.A.N., (Ecole Pratique des Hautes Etudes) représenté à Ibadan par son directeur M. René BUREAU. D'autres centres peuvent également entrer en ligne de compte.

— En second lieu, la Conférence a décidé, sur proposition du D^r WEST, de préparer la publication d'ouvrages bibliographiques regroupant les indications essentielles sur les travaux économiques et sociaux réalisés en Afrique et sur l'Afrique. Ces recueils, qui représentent un travail énorme, seront préparés en collaboration avec des Institutions telles, par exemple, la C.E.A. et l'O.C.D.E.

Afin de donner à ces publications un champ de prospection large, la Conférence a émis le vœu que les directeurs de Revues économiques, sociales, géographiques, agronomiques, ethnologiques et sociologiques,

etc... veuillent bien communiquer régulièrement au président du Comité permanent, le D^r ONITIRI, les éléments bibliographiques suffisants permettant une insertion dans les recueils en préparation.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les propositions et les décisions prises en février dernier par les directeurs des Centres de Recherche réunis à Ibadan. A la suite de cette rencontre, des débats et des conversations, quelques leçons s'imposent qui méritent une plus large diffusion dans les milieux africains francophones :

- il apparaît urgent d'activer la recherche économique et sociale dans les pays africains francophones, et cela est possible sans coût financier additionnel ;
- il est indispensable de créer, là ou cela paraît possible, des centres de recherche économique et sociale regroupant les travaux des économistes, des géographes, des statisticiens, des agronomes et des techniciens de l'agriculture, de l'industrie et de l'urbanisme ;
- il est nécessaire d'établir entre Centres francophones, et pour chaque Centre avec l'Institut Nigérien d'Ibadan, une communication régulière des travaux, des publications et des projets ;
- il est enfin souhaitable d'organiser les recherches et les publications dans un esprit de collaboration entre disciplines voisines.

La Conférence d'Ibadan de 1967, dont l'organisation mérite tout éloge, pourrait marquer un moment important dans l'histoire de la Recherche économique et sociale en Afrique. L'Institut Nigérien de Recherche économique et sociale, dont les économistes ont fait preuve d'une grande compétence et d'un réel dévouement à la cause africaine, a su éveiller des espoirs qui deviendront les exigences de l'Afrique de demain.

Annexe :

LISTE DES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE D'IBADAN

1. D^r Robert L. WEST,
The Fletcher School of Law
and Diplomacy,
Tufts University, Medford,
Massachusetts 02155.
2. Professor Alastair HERON,
Institute of Social Research,
University of Zambia,
P.O. Box 900
Lusaka, Zambia.
3. Professor NORRO,
Institute of Economic and
Social Research,
Lovanium University,
Kinshasa, Republic of Congo.
4. M. Etienne NDONGALA,
Institute of Economic and
Social Research,
Lovanium University,
Kinshasa, Republic of Congo.
5. M. K.K. APEADU,
Head of Research Division,
U.N. Economic Commission
for Africa,
P.O. Box 3001,
Addis Abeba.
6. D^r D.P. GHAI,
Institut d'Etude
du Développement,
University College,
Nairobi.
7. George BOSA,
East African Institute of
Social Research,
Makerere University College,
Kampala.
8. D^r G.K. HELLEINER,
Director of the Economic
Research Bureau,
The University College,
Dar-es-Salam.
9. Professor Z.I. SADOWSKI
Head of the Department of
Economics,
University of Ghana.
Legon.
10. M. Kwamina BARNES,
Department of Economics,
University of Ghana,
Legon.
11. Mrs. R. LAWSON,
Department of Economics,
University of Ghana,
Legon.
12. D^r Abdoulaye WADE,
Université de Dakar,
Dakar.
13. M. A. KHER,
O.C.D.E.,
Paris.
14. Professeur M. RUDLOFF,
Faculté de Droit
et des Sciences Economiques
de Madagascar,
Centre d'Etudes Economiques
B.P. 905, Tananarive.
15. Professeur James COLEMAN,
Makerere University College,
Kampala.

16. D^r Fared ATABANI,
Faculty of Economic and
Social Studies,
University of Khartoum,
P.O. Box 321,
Khartoum.
17. M. René BUREAU,
Directeur du C.A.R.D.A.N.
293, avenue Daumesnil, 12^e,
Paris.
18. Professor T.M. YESUFU,
School of Social Studies,
University of Lagos,
Lagos.
19. Professor J. O'CONNELL,
Faculty of Social Sciences,
University of Ibadan,
Ibadan.
20. D^r F. Gerald BROWN,
Director of Research and
Advisory Centre.
Institute of Administration,
Ahmadu Bello University,
Zaria, Northern Nigeria.
21. D^r HUNT,
Institute of Administration,
Ahmadu Bello University,
Zaria, Northern Nigeria.
22. D^r H.M.A. ONITIRI,
The Director, NISER,
University of Ibadan,
Ibadan.
23. D^r R.K. DAVIDSON,
The Rockefeller Foundation,
New York.
24. Professor O. ABOYADE,
Head of the Department
Economics,
University of Ibadan,
Ibadan, Nigeria.
25. M. J.A.O. AKADIRI,
representing
The Permanent Secretary
Federal Ministry of
Agriculture and Natural
Resources, Lagos.
26. D^r Bill DUDLEY,
Faculty of Social Sciences,
University of Ibadan,
Ibadan.
27. Miss BLANC,
Dakar, Abidjan.
28. M. DIARRA,
Ivory Coast.